

Dans ce numéro: J. BONNEAU: Rôle du certificateur de caution dans les ventes de coupes. — A. BÉRARD: Quelques éléments pour un bilan annuel. — J.-F. LACAZE, J. PARDE: Les enseignements de l'arboretum de la Sivrite. — H. POLGE: Compte rendu des études technologiques faites sur quatre essences en provenance de l'arboretum de la Sivrite. — H. KATANA: L'Eucalyptus en Syrie.

## ROLE DU CERTIFICATEUR DE CAUTION DANS LES VENTES DE COUPES

PAR

J. BONNEAU

Professeur à l'Institut des Hautes Etudes de Droit Rural

1 — L'article 8 du cahier des charges des ventes de coupes dispose que « chaque adjudicataire sera tenu... de donner dans les cinq jours qui suivront celui de l'adjudication, une caution et *un certificateur de caution* reconnus solvables, lesquels s'obligeront *solidairement* avec lui à toutes les charges et conditions de l'adjudication... ».

Le rôle joué par le certificateur de caution (une banque, en général) dans les ventes de coupes de bois donne lieu, chaque automne, à des controverses quelque peu passionnées.

Certains s'étonnent que l'Administration des Eaux et Forêts ait repris le terme « certificateur de caution » en usage, certes, dans l'ancien droit, mais ignoré du Code Civil et du Code Forestier. D'autres s'élèvent contre la solidarité imposée par l'article 8 du cahier des charges, entre le certificateur de caution et l'adjudicataire, débiteur principal.

### 2 — Quel est l'intérêt pratique de cette discussion?

Selon la doctrine (PLANIOL et RIPERT, VERGE et HAMEL), on appelle certificateur de caution la personne qui cautionne non le débiteur principal, mais la caution elle-même. C'est donc la caution de la caution, comme l'entend l'article 2014 du Code Civil.

Or, cette caution simple possède, en vertu des principes du droit civil :

a) le bénéfice de discussion, c'est-à-dire qu'elle peut exiger que les Eaux et Forêts poursuivent avant elle d'abord l'adjudicataire, puis la caution qu'elle a certifiée.

b) le bénéfice de division. Elle peut exiger la division de l'engagement entre toutes les cautions et ne s'exécuter que pour sa part.

Si elle a été amenée à régler le prix de la vente, elle possède un recours pour la totalité de la dette acquittée contre l'adjudicataire et contre la caution.

Mais si le certificateur de caution est considéré — ainsi que l'impose l'article 8 du cahier des charges des Eaux et Forêts —, comme une caution solidaire supplémentaire, alors l'étendue de ses droits est singulièrement réduite par le Code Civil. Il perd les bénéfices de discussion et de division. Son recours contre l'adjudicataire reste entier, mais contre la caution, il est seulement de la moitié de la dette acquittée. En effet, en vertu de l'article 2033 du Code Civil, la caution solidaire qui a acquitté sa dette n'a de recours contre les autres cautions que pour sa part et portion.

**3** — Cet accroissement d'obligations peut être assez lourd de conséquence, car l'Administration des Eaux et Forêts, outre le prix de vente de la coupe, peut — le cas échéant — réclamer au certificateur, la remise en état des chemins, ponts... et le paiement des dommages causés par les bûcherons ou grumiers aux semis.

D'où la tentation pour certains de déclarer que l'article 8 du cahier des charges *présume* le certificateur solidaire de l'adjudicataire.

Il est bon tout de suite de remarquer que l'article 8 du cahier des charges n'a point illégalement innové en la matière. Il reproduit les dispositions de l'Ordonnance royale d'août 1669 « sur le fait des Eaux et Forests ». L'article XXIX du Titre XV (de l'assiette, balivage, martelage et vente de bois) de cette Ordonnance dispose, en effet, que :

« Les marchands adjudicataires seront tenus dans la huitaine du jour de l'adjudication avant de commencer l'usage des ventes, *de donner bonne et suffisante caution et certificateur... lesquels s'obligeront solidairement* de payer ès mains du Receveur des nos bois s'il y en a ou du Domaine, le prix principal... et de satisfaire aux autres charges et conditions y mentionnées ».

Cependant, même si ce moyen tiré de l'histoire du Droit ne pouvait être retenu, il apparaît bien que c'est dans *le contrat* que l'engagement solidaire du certificateur de caution trouve son fondement.

En acceptant les clauses de l'article 8 du cahier des charges des ventes de coupes, c'est librement, en toute connaissance de cause, que le certificateur de caution accroît ses obligations au delà des limites fixées par le Code Civil.

Ce dépassement est-il illégal? Nous ne pensons point, car les articles du Code Civil traitant du cautionnement et plus particulièrement du cautionnement solidaire ne sont point impératifs. Ils ne constituent pas des dispositions d'ordre public.

4 — On peut, cependant, souhaiter sur le plan de la méthode juridique, que pour éviter toutes difficultés de terminologie et du même coup pour tarir toute source de litige, l'Administration des Eaux et Forêts substitue au terme « certificateur de caution » ignoré du Code Civil et du Code Forestier, l'expression plus rationnelle de « caution de la caution » telle qu'elle découle de l'article 2014 du Code Civil.

---